



Questions Européennes

Le programme du Parti socialiste pour les élections législatives des 10 et 17 juin 2007 a fixé quatre priorités dont la question européenne. Arguments, précisions, aides à la compréhension, tels sont les objectifs de cette lettre.

*Bernard Poignant
Député européen*

Lettre N°1
14 mai 2007

EUROPE / MONDIALISATION : FACE A LA DROITE, DES REPONSES DE GAUCHE

Le Conseil National du Parti Socialiste du 12 mai a validé son programme pour les élections législatives des 10 et 17 juin 2007. 4 priorités ont été fixées : travailler mieux et travailler tous, protéger le présent et préparer l'avenir, réorienter l'Europe pour peser dans la mondialisation, démocratiser et renouveler notre République.

(Extraits de la plate forme législative sur les questions européennes)

REORIENTER L'EUROPE POUR PESER DANS LA MONDIALISATION

La droite n'a pas d'ambition européenne. Son projet : un mini-traité au rabais soumis au seul Parlement, pour une Europe réduite aux politiques de marché.

Nous socialistes, nous voulons redonner une volonté à l'Europe : pour l'emploi, pour la croissance et le développement durable, pour la

recherche et l'innovation, pour les grands projets industriels.

L'Europe, en effet, est un outil irremplaçable face à la mondialisation, un levier décisif pour agir et ne pas subir.

Nous avons besoin d'une Europe qui protège ce qui suppose qu'enfin l'emploi, la croissance, l'investissement la recherche soient au cœur des objectifs de la Banque Centrale Européenne, qu'un gouvernement économique émerge dans la zone Euro, que l'Europe défende le respect des normes sociales et environnementales dans le commerce international, et que le rôle des services publics soit reconnu.

Il nous faut aussi une Europe plus politique et plus démocratique. A cette fin, il faut dépasser l'impasse politique et institutionnelle et favoriser la négociation d'un traité institutionnel plus simple, soumis à référendum, pour que l'Europe se fasse avec les citoyens.

La construction de l'Europe prend tout son sens au regard de la mondialisation libérale en cours qu'il faut maîtriser et surtout réorienter en fonction d'objectifs publics, sociaux et environnementaux.

La France doit porter une voix forte dans le monde, avec ses partenaires européens, au service de la paix et du développement, sans s'aligner sur d'autres puissances.

Nous proposons une réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale qui doivent être mises au service du développement avec l'instauration d'une taxe de type Tobin sur les mouvements de capitaux.

Il nous faut conduire également une vraie politique de co-développement avec les pays du Sud en particulier l'Afrique et les pays du bassin méditerranéen.